



LES UNIVERSITES RUSSES SONT-ELLES COMPETITIVES ?

Interview du recteur du Haut collège d'économie Yaroslav Kouzminov

par Tatiana Kastouéva-Jean, chercheur à l'Ifri

19 septembre 2012, Paris, Ifri

TKJ : Je suis très heureuse d'accueillir à l'Ifri le fondateur et le recteur de l'Université nationale de recherche « Haut Collège d'économie » (HCE) Yaroslav Kouzminov. Cette université, fondée en 1992, fait aujourd'hui partie du Top-10 des universités russes. C'est à la fois un centre de formation, un centre de recherche, mais aussi un *think tank* du gouvernement russe qui a, notamment, coordonné la préparation de la Stratégie du développement socio-économique de la Russie jusqu'à 2020.

À l'Ifri, nous travaillons depuis longtemps sur l'enseignement supérieur russe. En effet, nous considérons qu'il est impossible d'étudier un pays, sa compétitivité et d'anticiper son évolution sans tenir compte du potentiel humain, donc de l'éducation et de la recherche. Ces questions sont d'autant plus importantes que la Russie connaît une forte crise démographique, mais le gouvernement fixe des objectifs très ambitieux de diversification de l'économie et de création d'une économie de la connaissance. Avec quels cadres la Russie va le faire est une question de première importance. L'Ifri a publié plusieurs articles sur le sujet, des monographies sur quelques établissements leaders dont, d'ailleurs, le HCE. Nous venons de publier une étude sur la coopération entre les entreprises russes et les universités et les stratégies de recrutement de jeunes diplômés. En décembre, un ouvrage doit paraître, qui analyse la compétitivité des universités russes.

Ma première question concerne la place des universités russes dans les classements internationaux. Je constate que dans la dernière édition du classement de Shanghai, elles ont reculé, malgré les réformes volontaristes entreprises depuis le milieu des années 2000 et l'augmentation considérable des financements. L'Université d'État de Moscou (MGU) est passé de la 70^e place qu'elle occupait en 2008 à 80^e cette année. Comment expliquez-vous ce recul ?

Ya.K : On peut comparer l'arrivée de la Russie dans ces classements à l'arrivée d'un provincial dans une capitale. Au début, ses qualités sont forcément sous-évaluées. Il peut se vexer de ne pas être tout de suite reconnu et repartir dans sa province où il était le numéro 1. Mais il peut aussi essayer de conquérir cette grande ville qui vit selon ses propres règles. Le problème des classements est qu'il n'y a pas d'instrument objectif de mesure de la qualité. Les principaux classements internationaux (comme QS World University Ranking, Shanghai ou Webometrics) se basent sur un certain nombre d'indicateurs objectifs, mais qui favorisent les universités anglo-saxonnes (publications en anglais dans les revues anglo-saxonnes).

Cependant, les classements n'évaluent pas tout : ils ne mesurent pas la réputation académique, l'influence de l'université sur la société ou sur le marché du travail. Un classement comme QS comprend l'opinion subjective des experts. La Russie a une autre organisation institutionnelle : elle n'a, par exemple, jamais eu un système de post-docs. D'ailleurs, le HCE prévoit l'invitation de post-docs et de professeurs étrangers et d'autres universités lui empruntent le pas. La seule réponse que la Russie peut apporter est l'internationalisation : il faut publier en langues étrangères, inviter des étudiants et des professeurs étrangers. D'ailleurs, la Russie a connu déjà une époque sous Pierre le Grand où elle a dû emprunter l'expérience étrangère, inviter des Allemands et des Hollandais. Elle est fière de cette époque et cela lui a bien profité.

TKJ : Quels sont les plus grands changements qui ont eu lieu dans l'enseignement supérieur russe depuis le début de la dernière étape des réformes ? Lors de mes études des universités russes, j'ai constaté des bouleversements à deux niveaux : amélioration de la base matérielle et évolution des mentalités. Les choses qui étaient impensables auparavant et provoquaient une levée de boucliers dans les années 2000 (statut d'établissement autonome, test national de fin d'études secondaires, nomination des recteurs venant de l'extérieur des universités) font désormais partie de la norme.

Ya.K : Je dirais que le plus grand bouleversement a été l'introduction du test national de fin d'études secondaires. Il a rétabli le rôle des universités comme ascenseur social et mécanisme d'équité. Les étudiants des régions sont désormais trois fois plus nombreux à venir dans les universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Le deuxième changement est, en effet, la multiplication par trois des financements publics des universités. On n'est plus à l'époque où les professeurs survivaient et étaient guidés par une vision court-termiste et un désir de gain rapide au détriment de la qualité. Cette

« culture » n'est pas encore complètement dépassée, mais elle est désormais limitée. Dans ce contexte, la promesse pré-électorale de V. Poutine d'augmenter les salaires des enseignants jusqu'à ce qu'ils représentent le double du salaire moyen régional tous secteurs confondus est très importante. Cela devrait permettre de rétablir le « contrat efficace » avec les professeurs. Cependant, nous n'en sommes qu'aux prémices.

TKJ : C'est au niveau institutionnel. Et au niveau des diplômés ? Quelle est la différence entre un diplômé de 2002 et un diplômé de 2012 ?

Ya.K : La plus grande différence est l'orientation professionnelle, le choix des filières de formation. Au début des années 2000, les économistes et les juristes prédominaient. Aujourd'hui, cette tendance, si elle se maintient dans une certaine mesure, est atténuée : les meilleurs étudiants choisissent de devenir médecins. Il y a un regain d'intérêt pour les sciences naturelles et les métiers d'ingénieur sont de nouveau à l'honneur. D'ailleurs, la Russie a des écoles d'ingénieur de très grande qualité : MFTI, Bauman, Université polytechnique de Tomsk.

Il y a aussi des points communs entre les diplômés de 2002 et ceux de 2012 : entre un tiers et la moitié des étudiants ne considèrent toujours pas l'université comme un lieu où l'on acquiert des connaissances et on se construit, mais comme un endroit où l'on « achète » (pas toujours au sens grossier et direct) des notes et des diplômes. Et il faut commencer à changer cette mentalité par les professeurs.

TKJ : L'accent est mis aujourd'hui sur l'internationalisation des universités russes. Quelles sont les possibilités qui s'ouvrent pour les coopérations avec les pays européens, les étudiants, les professeurs, mais aussi les entreprises occidentales ?

Ya.K : La Russie a déjà adopté le système à double niveau (bachelor-master) qui facilite la mobilité des étudiants dans les deux sens. En outre, le niveau de vie des Russes a augmenté (à 18-19 000 dollars par an et par personne), il est devenu comparable à celui des pays de l'Europe centrale et orientale qui sont déjà bien intégrés dans ces processus de globalisation des services éducatifs. Cela permet à la Russie de davantage s'intégrer. Certes, sans compter les pays de la CEI, les étudiants étrangers sont peu nombreux à venir en Russie ; le HCE en compte 200, par exemple. Le HCE organise des cursus en anglais pour élargir le cercle de candidats potentiels et d'autres universités suivent l'exemple. Un autre problème pour attirer des étudiants étrangers est l'absence de campus. Seuls la MGU et le MGIMO (Universités des relations internationales de Moscou) disposent de ce qu'on peut appeler un campus. L'État doit investir dans ces infrastructures, ainsi que dans plus de bourses pour les étudiants étrangers.

TKJ : Justement, début septembre, le ministre des Affaires étrangères russe S. Lavrov a promis 20 000 bourses distribuées à travers les structures de Rossotrudnitchestvo. Il faudrait aussi réfléchir à introduire un PhD au lieu de deux degrés scientifiques distincts, « candidat ès sciences » et « docteur ès sciences ».

Ya.K : Cela n'a pas beaucoup de sens d'avoir le deuxième degré ; dans plusieurs pays, il est attribué sur mérite, sans préparation d'une thèse. Pour la Russie, il s'agit avant tout d'améliorer le niveau des thèses de « candidat ès sciences », car dans le meilleur des cas, elles s'appuient sur une littérature limitée et pêchent par provincialisme.

TKJ : Dans un oukase récent, V. Poutine a exprimé son exigence de voir cinq universités russes dans le top-100 des universités mondiales. Est-ce un objectif réaliste ?

Ya.K : Il est réaliste de viser plutôt le Top-200 de certains classements. Un classement comme Shanghai se caractérise par une inertie forte : on ne peut pas y grimper facilement du jour au lendemain. Les classements évaluent souvent les mérites accumulés et on ne peut pas du jour au lendemain obtenir davantage de prix Nobels. Dans le classement QS, les universités russes peuvent entrer plus facilement dans le Top-200. En tout cas, cet objectif est juste, mais il faut peut-être prévoir un horizon de temps plus long que ce que prévoit l'oukase présidentiel.

Rédigé par Tatiana Kastouéva-Jean,
chercheur à l'Ifri